

# ACTION URGENTE

PUBLIC  
ÉFAI

Index AI : MDE 13/120/2006

13 octobre 2006

Action complémentaire sur l'AU 262/06 (MDE 13/114/2006, 29 septembre 2006)

## Arrestations arbitraires / Craintes pour la sécurité / Prisonniers d'opinion présumés

**IRAN Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi, ayatollah chiite  
et plus de 418 personnes (nombre revu à la hausse)**

---

Le 8 octobre, l'ayatollah chiite Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi a été appréhendé chez lui, à Téhéran, en même temps qu'un certain nombre (environ 300, semble-t-il) de ses disciples. Ces arrestations ont eu lieu au cours de violents affrontements opposant ces derniers aux forces de sécurité. On pense que les personnes arrêtées sont détenues dans la prison d'Evin, à Téhéran.

Selon les informations recueillies par l'organisation, au moins 41 disciples de l'ayatollah Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi ont été appréhendés dans la cour de sa maison, à Téhéran, dans la matinée du 28 septembre. Il semble qu'ils aient été emmenés dans la section 209 de la prison d'Evin, dans la capitale, qui est gérée par le ministère du Renseignement. Le lendemain, jusqu'à 35 autres personnes auraient été arrêtées et, le 2 octobre, certaines sources indiquaient qu'au moins 118 disciples de l'ayatollah avaient été appréhendés. Amnesty International ignore les noms de ces personnes.

Pendant la nuit du 4 au 5 octobre, des membres des forces de sécurité, selon les informations recueillies, ont pris d'assaut le domicile de l'ayatollah, mais ont été repoussés par ses disciples. Au cours d'une autre attaque lancée le 7 octobre, des partisans de Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi auraient affronté les forces de sécurité au moyen d'épées, de bâtons et d'autres instruments. Il semble que les disciples de l'ayatollah aient capturé plusieurs membres des forces de sécurité, qu'ils ont relâchés par la suite, après avoir photographié leurs cartes d'identité.

À la suite de ces arrestations, le gouverneur général adjoint de Téhéran chargé des affaires politiques et sociales a déclaré à une agence de presse, l'Iranian Labour News Agency (ILNA) : « *Depuis quelque temps, à Téhéran, un certain nombre d'individus sectaires avaient entrepris une série d'opérations [...] qui ont causé des désagréments aux citoyens, notamment des problèmes de circulation [...]. Mercredi soir, plusieurs personnes qui traversaient la route ont été enlevées par ce groupe, puis ont été relâchées après avoir été rouées de coups [...]. Depuis samedi, de nombreux voyous originaires de la capitale et d'autres villes, recrutés par ce groupe, avaient commencé à bloquer les rues menant au district de Téhéran. Ils ont ensuite lancé une attaque contre le siège de la Law-Enforcement Force (LEF, Force de maintien de l'ordre, la police iranienne), en lançant des cocktails Molotov et en employant plus de 1 000 armes blanches, notamment des couteaux, des poignards et des épées. Au début, la LEF a évité de recourir à la violence, mais ce groupe a commencé à prendre certains de ses membres en otage et a tenté de créer une grande confusion en enflammant des pneus et en jetant de l'acide sur certaines personnes [...]. Les forces de l'ordre, face à une telle situation, ont dû intervenir ; en très peu de temps, elles ont arrêté les hommes qui étaient armés, ont saisi leurs armes et les ont remis aux autorités judiciaires. Elles ont également découvert plusieurs centaines d'armes blanches, ainsi que des armes à feu et des grenades.* » Selon le gouverneur général adjoint, le nombre exact des personnes appréhendées n'a pas été communiqué. Il a ajouté : « *Je tiens à préciser que cet homme n'est pas un ayatollah. Monsieur Boroujerdi, qui est malheureusement à l'origine de cet incident en raison de ses actions délibérées, a également été arrêté.* »

Le 10 octobre, un article anonyme intitulé « Le complot de Kazemeyni Boroujerdi – Il diffuse sa vision de l'islam avec l'appui de la BBC et de la CIA » a été publié dans le quotidien iranien *Kayhan*. Cet incident y était décrit comme faisant partie d'un complot, ourdi par des services de renseignement occidentaux tels que ceux des États-Unis, d'Israël et du Royaume-Uni, qui consisterait à utiliser les minorités ethniques et

religieuses afin de porter atteinte à l'Iran. En outre, cet article faisait référence à des appels téléphoniques que l'ayatollah Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi aurait passé à des stations de radio étrangères, comme le service en langue persane de Radio Free Europe (Radio Farda) et la British Broadcasting Corporation (BBC), avant d'être arrêté.

Le 11 octobre, un autre article de *Keyhan* citait un général de brigade de la LEF, Esmail Ahmadi Moghaddam, qui aurait affirmé que neuf personnes avaient été prises en otage, deux agents des forces de l'ordre avaient été blessés par balle et plus de 300 personnes, dont « *cette personne* », avaient été appréhendées et emmenées dans la prison d'Evin.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon les informations recueillies, l'ayatollah Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi prône la séparation de la religion et des fondements politiques de l'État. Depuis 1994, il dit avoir été cité à comparaître devant le *Dadgah-e vizhe-ye rouhaniyat* (Tribunal spécial pour le clergé) à plusieurs reprises et avoir été détenu dans les prisons de Tawhid et d'Evin. Cet homme souffre, semble-t-il, de problèmes cardiaques et rénaux dus aux actes de torture qu'il aurait subis. Son père, dignitaire religieux de premier plan, avait refusé d'accepter le principe de *velayat-e faqih* (gouvernement par ceux qui connaissent le droit islamique) sur lequel repose la République islamique d'Iran. Ce dernier est mort en 2002. Sa tombe, située dans la mosquée Masjed-e Nour, à Téhéran, aurait été profanée et cette mosquée aurait été reprise par l'État.

Le Tribunal spécial pour le clergé, qui fonctionne en marge de la justice, a été créé en 1987 par l'ayatollah Khomeini en vue de juger les membres de la communauté religieuse chiite en Iran. Les procédures suivies par cette juridiction sont loin d'être conformes aux normes internationales d'équité. Ainsi, les prévenus ne peuvent être assistés que par des membres du clergé désignés par le tribunal, qui ne sont pas nécessairement des juristes. Il est arrivé que certains prévenus ne parviennent pas à trouver un de ces représentants qui accepte d'assurer sa défense, si bien qu'ils ont été jugés sans bénéficier d'aucune assistance. Par ailleurs, le Tribunal spécial pour le clergé peut infliger des châtiments tels que des peines de flagellation ou des condamnations à mort.

### **ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en persan, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- indiquez que vous savez que l'ayatollah Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi et plus de 418 de ses disciples ont été arrêtés, dont certains à la suite de violents affrontements qui les ont opposés aux forces de sécurité ;
- efforcez-vous d'obtenir la garantie que toutes les personnes détenues sont à l'abri de la torture et de toute autre forme de mauvais traitements ;
- cherchez à connaître les raisons de l'arrestation de toutes ces personnes, ainsi que, le cas échéant, les chefs d'accusation retenus contre elles et les modalités de la procédure judiciaire engagée à leur rencontre ;
- demandez instamment que tous les détenus soient autorisés sans délai à recevoir des visites régulières de leurs proches et d'avocats qu'ils auront choisis ;
- exhortez les autorités à libérer toutes les personnes détenues, à moins qu'elles ne soient inculpées d'une infraction dûment reconnue par la loi et jugées équitablement dans les plus brefs délais ;
- rappelez aux autorités qu'Amnesty International considérerait comme un prisonnier d'opinion toute personne détenue uniquement en raison de ses croyances religieuses ou de son soutien à l'ayatollah Sayed Hossein Kazemeyni Boroujerdi, alors qu'elle n'a pas eu recours à la violence ni prôné son usage, et que l'organisation demanderait par conséquent sa libération immédiate et sans condition.

### **APPELS À :**

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

His Excellency Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei, The Office of the Supreme Leader  
Shoahada Street, Qom, République islamique d'Iran

Courriel : [info@leader.ir](mailto:info@leader.ir) ou [istiftaa@wilayah.org](mailto:istiftaa@wilayah.org)

Fax : +98 251 774 2228 (précisez : «*FAO the Office of His Excellency, Ayatollah al Udhma Khamenei*»)

Formule d'appel : **Your Excellency, / Excellence,**

Ministre du Renseignement :

Gholam Hossein Mohseni Ejeie

Ministry of Intelligence, Second Negarestan Street, Pasdaran Avenue, Téhéran, République islamique d'Iran

**Courriel :** [iranprobe@iranprobe.com](mailto:iranprobe@iranprobe.com)  
**Formule d'appel :** Your Excellency, / Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

Président de la République :

His Excellency Mahmoud Ahmadinejad

The Presidency, Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection, Téhéran, République islamique d'Iran

**Courriel :** [dr-ahmadinejad@president.ir](mailto:dr-ahmadinejad@president.ir)

ou *via* le site Internet [www.president.ir/email](http://www.president.ir/email)

Président du *Majlis-e Shoura-e Islami* (Assemblée consultative islamique) :

His Excellency Gholamali Haddad Adel

Majles-e Shoura-ye Eslami, Imam Khomeini Avenue, Téhéran, République islamique d'Iran

**Courriel :** [hadadadel@majlis.ir](mailto:hadadadel@majlis.ir)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 24 NOVEMBRE 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*